

Le phénomène Le Pen en France

par Simon PETERMANN,

Assistant à l'Université Libre de Bruxelles.

★

Lorsqu'on évoque l'extrême-droite ou le fascisme en France, il convient d'être circonspect. D'abord parce que le vocabulaire est très hésitant. Ainsi, dans la conscience de beaucoup d'hommes de gauche, extrême-droite et fascisme sont synonymes. Mais s'il est vrai que la frontière qui les sépare relève souvent de la fiction, et que le nationalisme populaire n'a jamais manqué d'être asymptote au fascisme, faut-il pour autant les confondre ? Le fascisme a une composante populiste que ne possède pas toujours l'extrême-droite et celle-ci présente souvent des tendances fascistoïdes qui sont absentes ou refoulées dans ce que l'on appelle la droite extrême. Les droites nationales qui siègent actuellement au Parlement européen sont-elles fascistes ou semi-fascistes ? Ou doit-on plutôt les identifier à cette partie de la droite la plus éloignée du centre. Une chose semble certaine, c'est que le qualificatif « fasciste » possède depuis la seconde guerre mondiale une connotation infamante au point qu'il n'est plus guère utilisé qu'à des fins polémiques. Les communistes traitent leurs adversaires de droite de « fascistes » pour les discréditer aux yeux de l'opinion, tandis que les partisans de l'extrême-droite rejettent cette étiquette avec non moins de conviction. Et le tableau se complique encore dès qu'il s'agit de groupuscules terroristes tels qu'Action directe qui s'apparentent tantôt à l'extrême-gauche tantôt à l'extrême-droite. On use d'ailleurs aujourd'hui plus volontiers dans le vocabulaire politique ou journalistique d'expressions telles que : droite extrême, nouvelle droite, droite nationale, droite extra-parlementaire, dont le contenu se réfère moins à des événements historiques marqués par un homme (bonapartisme, boulangisme, pétainisme, hitlerisme, poujadisme...) qu'à un ensemble d'attitudes formant une nébuleuse plus ou moins identifiable sur l'échiquier politique.

Il convient également d'être circonspect car il n'y a pas une extrême-droite en France mais plusieurs dont le nombre varie avec le temps. Certains de ces groupes sont issus de la tradition contre-révolutionnaire

ou prolongent l'Action Française de Charles Maurras (les groupuscules royalistes), tandis que d'autres rappellent les ligues d'avant-guerre ou le P.P.F. de Jacques Doriot ; d'autres encore regroupent les anciens de l'Algérie française, les résidus du poujadisme, des catholiques intégristes, des nostalgiques du pétainisme voire même du Troisième Reich (l'ex-FANE). L'extrême-droite française n'est pas seulement dispersée, elle tire aussi son inspiration d'idéologies auxquelles il est parfois difficile de trouver des critères communs.

Le culte du chef et de l'élite, le mépris des assemblées parlementaires, l'anti-communisme de combat, le nationalisme et le refus de toute forme de supranationalité ou au contraire, selon les époques, l'exaltation de l'Europe (bastion contre le bolchévisme), la xénophobie et l'anti-sémitisme, profilent, certes, une droite radicale et activiste, mais certains de ces thèmes, quoique parfois fortement atténués, sont repris par des formations modérément conservatrices (l'UDF ou le RPR selon les cas et les époques) voire par le parti communiste dont on sait combien les attitudes ont fluctué en fonction des impératifs de la politique extérieure soviétique. René Chiroux (1) pour simplifier, ne retient comme critères unissant l'extrême-droite, que l'« élément négateur et le refus » (négarion du communisme, du socialisme autant que du libéralisme, refus de l'Autre...) et la « manière de percevoir et présenter les problèmes » (manichéisme, vigueur polémique, désir de provoquer l'adversaire désigné). On peut se demander si ces composants qui se retrouvent incontestablement dans l'extrême-droite française et européenne caractérisent pour autant ce seul courant ? L'ultra-gauchisme ne recèle-t-il pas de semblables tendances fascistoïdes ? Et même le communisme dans sa phase conquérante et stalinienne présentait plus d'un trait commun avec l'autre extrême, sous sa forme fasciste ou national-socialiste. C'est dire combien il est difficile d'appréhender un phénomène politique réfractaire à toute définition, et dont l'idéologie est changeante même si dans certains de ses aspects elle est récurrente.

Un élément supplémentaire nous paraît également significatif. C'est l'inaptitude de l'extrême-droite de se rassembler (sauf lorsqu'elle produit un leader capable de la faire parler d'une seule voix) et de jouer le jeu de la société politique moderne. Là encore, malgré ses avatars, il faut bien constater que l'extrême-droite s'est maintenue dans le kaléidoscope politique français à la faveur des événements et des crises qui marquèrent la France contemporaine. Grâce à sa symbiose avec le nationalisme, elle s'est englobée dans des mouvements politiques

(1) *L'extrême-droite sous la Vème République*, Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence, Paris, 1974, p. 247.

dont le contrôle lui échappait mais qui lui permirent de ne pas déprimer. Faut-il rappeler que ses rares succès (à l'exception du mouvement poujadiste) elle les obtint dans le passé chez les colons d'Afrique du Nord et les colonels de l'armée d'Algérie à la faveur des crises de la décolonisation.

Bien que marginalisée sous la V^e République où le Général de Gaulle et le gaullisme brouillèrent les cartes politiques en réconciliant, au moins pour un temps, le nationalisme avec la justice sociale, l'extrême-droite se releva peu à peu à partir de la crise qui frappa la France et l'Europe à partir de 1973. Sans doute n'eut-elle jamais la possibilité d'infléchir l'évolution de la société politique française et son écartèlement en de multiples groupuscules et tendances paralysa son action. Il reste qu'elle profita largement de la division de la droite parlementaire et libérale, de son absence de grands desseins et de son incapacité à offrir aux jeunes générations de réelles perspectives d'avenir.

En mai 1968, une fraction importante de la jeunesse universitaire s'était ralliée au gauchisme dans ses multiples variantes (anarcho-spontanéisme, trotskysme, stalino-maoïsme...), s'enflammant pour les mythes révolutionnaires et les héros exotiques. Moins de dix ans plus tard, les mythes se sont évaporés et les étudiants démobilisés et dépolitisés s'affairent à préparer leur avenir. L'extrême-gauche se trouva marginalisée davantage par l'avènement de la gauche traditionnelle au pouvoir en 1981. Curieusement, la gestion des affaires publiques indisposa ceux des intellectuels qui partageaient jusque-là son credo. Depuis 1981, ils conservent le silence, exaltent (parfois) le libéralisme (de gauche) ou se mobilisent contre le Totalitarisme communiste au moment où celui-ci cesse d'avoir la barbarie quotidienne ou la déportation de masse pour forme caractéristique.

Dans ce climat de désenchantement, les intellectuels de droite, dans tous les cas moins nombreux et moins célébrés par les médias depuis l'après-guerre, retrouvèrent une audience qu'ils avaient perdue. La Nouvelle Droite, incarnée notamment par Alain de Benoist, l'auteur de « Vu de droite » (2), et par quelques clubs de réflexion (GRECE, Club de l'Horloge, Nouvelle Ecole, etc...), enfièvre le milieu intellectuel parisien sans jouer pour autant le même rôle que les mythologies de gauche avant 1968. Bien que farouchement anti-soviétique et anti-américaine, elle manifeste dans l'ensemble plus d'intérêt pour le mythe indo-européen que pour la politique politicienne, même si elle trouve dans le

(2) *Vu de droite, Anthologie critique des idées contemporaines*, Ed. Copernic, Paris, 1977.

Figaro Magazine et d'autres publications appartenant au puissant groupe de presse Hersant l'occasion de s'exprimer sur les problèmes de la société française. En revanche, la droite parlementaire et l'extrême-droite longtemps hostiles par nationalisme français au « cancer américain » (l'expression déjà ancienne est de Robert Aron et de Arnaud Dandieu) sont revenues à des sentiments plus favorables à l'endroit des Etats-Unis depuis l'avènement de Ronald Reagan à la présidence. L'anticommunisme l'emporte ici plus que tout sur le pur nationalisme français.

Si certains thèmes développés par les intellectuels de droite suscitent un écho favorable dans les groupuscules d'extrême-droite, leurs relations restent cependant floues ou ambiguës, et sont, après tout, semblables à celles que les intellectuels de gauche entretenaient avec l'ultra-gauchisme avant 1981. Le populisme actuel d'une fraction de l'extrême-droite contraste d'ailleurs singulièrement avec l'élitisme proclamé de certains intellectuels de droite, dont l'anti-américanisme provoque plutôt de l'irritation voire de l'hostilité du côté de ceux qui considèrent les Etats-Unis comme la seule force anticommuniste vraiment crédible. Si nous quittons le ciel des idées pour la politique politicienne, il faut bien reconnaître que l'extrême-droite qui avait disparu en tant que force politique, sinon comme forme de pensée, s'incarne aujourd'hui dans le Front National de Jean-Marie Le Pen depuis son succès aux élections européennes du 17 juin 1984. Mais c'est moins l'émergence d'un courant politique qui après tout fait partie du paysage politique français depuis la fin du XIX^e siècle que l'ampleur de son succès qui a surpris les observateurs.

De nombreux politologues se sont penchés sur « l'effet Le Pen ». Les uns n'y ont vu qu'un phénomène conjoncturel lié à l'incapacité où le système politique français s'est trouvé d'intégrer les problèmes soulevés par l'immigration, d'autres, n'y ont vu que la cristallisation conjoncturelle d'une fraction notable de l'électorat autour d'une survivance jusqu'à marginale de la droite nationaliste d'avant-guerre, d'autres encore, comme le signe en cette fin de siècle d'un profond malaise de la société française. Quelle que soit l'hypothèse retenue, il reste que plus de deux millions d'électeurs français ont accordé leurs suffrages à une organisation d'extrême-droite. C'est ce phénomène, car il s'agit bien d'un phénomène politique dans la France de ce dernier quart du XX^e siècle que nous analyserons dans les pages qui suivent. Mais avant d'aborder les causes du succès du FN aux élections de juin 1984, nous tâcherons de mieux comprendre la nature de ce parti, la personnalité de son leader et son idéologie.

Le Front National de J.M. Le Pen.

Le Front National, c'est d'abord un homme, que l'on considère déjà comme une « vedette à part entière de la politique » (3) : Jean-Marie Le Pen. Qualifié par ses adversaires de « tribun intempestif et roublard » (4), de « véritable salaud » (5), de « champignon vénéneux » (6), l'intéressé apparaît, en effet, aux yeux de beaucoup comme un homme politique à part. Il se présente lui-même avec sa faconde habituelle comme un « républicain authentique » ou « un démocrate de type churchillien » (7), raille « la bête immonde qui monte » (8), affirme, selon les circonstances, qu'il n'est « ni raciste, ni fasciste, ni nazi, ni extrémiste » (9), que « le fascisme est un avatar de la gauche », clame joyeusement son anticommunisme « primaire, secondaire, supérieur, technique et viscéral », ou s'exclame modestement qu'il est « simple, simpliste, simplet » (10). Qui est donc ce curieux personnage qui défraye régulièrement la chronique politique et judiciaire (11).

Né le 20 juin 1928 à la Trinité-sur-Mer d'un père patron-pêcheur breton et d'une mère de souche paysanne, son enfance est plutôt modeste. Placé dans un collège religieux d'abord, puis au lycée de Lorient, il va faire de bonnes études de droit à Paris. C'est là qu'il découvre la politique et ses talents d'orateur. Activiste, batailleur, il devient très vite le président de la Corporation des étudiants en droit. Pupille de la nation, exempté de service militaire, il s'engage comme parachutiste au 1^{er} REP (la division du général Massu) et deviendra sous-lieutenant en Indochine. Il rentre à Paris au plus fort de la vague poujadiste. En 1956, à 28 ans, J.M. Le Pen est élu député de la Seine sur une liste poujadiste. Il est à l'époque le plus jeune député de France parmi les 52 députés poujadistes élus avec 2,5 millions de suffrages. Nous sommes alors en pleine guerre d'Algérie. Le jeune député va abandonner l'hémicycle pour reprendre du service chez les paras en Algérie.

(3) *Le Monde*, 19 juin 1984.

(4) « Le tribun intempestif », in *L'Express*, 10-16 février 1984.

(5) P. MAYOL, « Un tribun parmi les siens », in *Esprit*, septembre 1984.

(6) Attribué à M. Poperen, secrétaire national du Parti socialiste, selon le *Figaro Magazine*, 23 juin 1984.

(7) *L'Express*, 9 décembre 1983, p. 45.

(8) Le Pen superstar, *Le Monde Dossier et Documents*, mai 1984. Cité également dans *Libération*, 18 juin 1984.

(9) « Les amis de Le Pen », in *L'Express*, 20-26 janvier 1984.

(10) « La vraie nature de Le Pen », *ibid.*, 23-29 septembre 1983.

(11) Le Pen intente procès sur procès pour confondre ses adversaires et ses détracteurs. Il obtient généralement gain de cause mais les condamnations sont symboliques. Chaque procès est l'occasion pour Le Pen et ses amis de propager quelques-unes de leurs idées qui sont répercutées par la grande presse.

Il sera décoré de la Croix de la Valeur Militaire pour sa bravoure. Partisan d'un régime musclé et de la lutte à outrance contre les combattants du FLN, il vote la Constitution du général de Gaulle et se fait réélire député au Quartier latin. Ses sympathies vont alors à l'OAS. En juillet 1984, au lendemain des élections européennes, le Canard enchaîné d'abord, le quotidien Libération ensuite, accuseront J.M. Le Pen d'avoir torturé des Algériens en 1957. Le leader du Front National intenta aussitôt un procès aux deux journaux mais il fut débouté pour la première fois par le tribunal (12).

En 1965, il organise la campagne présidentielle de J.L. Tixier-Vignancour qui n'obtiendra que 5,27 % des suffrages exprimés. En 1972, il devient président du Front National et sera candidat aux élections présidentielles de 1974. Pour vivre, J.M. Le Pen a créé avec quelques amis une maison d'édition de disques qui se distinguera notamment par l'édition de comptes rendus sonores de grands procès (Salan, Bastien-Thierry) et de chants nazis. En 1976, l'un de ses admirateurs, Hubert Lambert, héritier des ciments Lambert, lui légua sa fortune dans des conditions troublantes. En mars 1983, il est élu conseiller municipal dans le XX^e arrondissement de Paris et député européen en juin 1984.

On constate à la lecture de cette courte notice biographique que J.M. Le Pen est loin d'être un débutant en politique. Après une longue traversée du désert, il s'affirme comme « le premier vrai leader de l'extrême-droite depuis longtemps » (13). Le personnage possède d'ailleurs de quoi séduire cette partie de l'électorat en quête de certitudes, désabusée par les partis traditionnels, inquiète de son avenir et pour qui les immigrés constituent des boucs émissaires faciles : silhouette massive de baroudeur vieillissant toujours prêt à reprendre du service, manipulateur de média au verbe redondant et facile (ses prestations à la télévision en témoignent), grand démagogue, enfin, qui assène ses vérités comme si elles émanaient de la France profonde. Nanti de ces « dons », il était presque fatal qu'il devint le leader charismatique d'un groupuscule créé en 1972 peu après la signature du programme commun de gouvernement de la gauche et juste avant les élections législatives de mars 1973. Le Front National n'obtint à ces élections que 1,32 % des suffrages exprimés, soit 108.616 voix ce qui excluait toute participation au second tour. Dans la 15^e circonscription de Paris où il se présenta, J.M. Le Pen n'obtint que 5,21 %. Comme candidat aux élections présiden-

(12) Le Pen fut, en effet, débouté dans cette affaire car les avocats des deux journaux citèrent ses propos sur la manière dont les interrogatoires étaient menés par les parachutistes en Algérie.

(13) Alain DUHAMEL in *L'Express*, 10-16 février 1984.

tielles de mai 1974, son score ne dépassa pas 0,74 %. Le score de 1973 provoqua une scission au sein du FN qui donna naissance à un autre groupuscule en 1974, le Parti des Forces Nouvelles (PFN) dont la plupart des militants étaient issus d'Ordre Nouveau, une organisation dissoute en juin 1973 pour la violence de ses manifestations.

Aux élections municipales de 1977, J.M. Le Pen ne recueillit que 1,87 % des suffrages exprimés. Pour les élections législatives de mars 1978, après une tentative avortée de rapprochement entre les deux formations de l'extrême-droite, le FN, présent dans 16 circonscriptions, n'obtint que 0,33 % des suffrages tandis que l'organisation concurrente, le PFN recueillait 1,06 %. Le 28 avril 1979, à l'occasion des premières élections européennes, le FN et le PFN annoncèrent une liste unique conduite par Michel de Saint-Pierre mais il durent y renoncer faute de moyens financiers. Seul le PFN se présenta aux élections sous la conduite de J.L. Tixier-Vignancour mais ne recueillit que 1,3 % des suffrages à la satisfaction de J.M. Le Pen qui avait crié à la trahison de la cause commune et appelé à l'abstention. Faute de pouvoir rassembler les 500 signatures de parrainage nécessaires à tout postulant à la présidence, ni le FN, ni le PFN n'eurent de candidats aux élections présidentielles de mai 1981. En revanche, aux élections législatives de juin 1981, le FN présenta 77 candidats. J.M. Le Pen recueillit à Paris 4,38 % des suffrages exprimés et son rival, Pascal Gauchon du PFN, 3,26 %. Dès ce moment, le PFN va céder le terrain au FN. Pascal Gauchon retournera à ses travaux d'histoire, tandis que d'autres militants du PFN adhéreront au Centre national des indépendants et paysans. Le leader du Front National obtiendra un premier succès aux élections municipales de mars 1983 en se faisant élire conseiller d'arrondissement dans le XX^e arrondissement de Paris avec 11,26 % des suffrages après une campagne violente contre la délinquance et le chômage, reliés, bien sûr, au « laxisme moral » et à l'immigration. Quelques mois plus tard, nouveau succès à l'occasion des élections municipales de Dreux où Jean-Pierre Stirbois, secrétaire-général du FN recueillit 16,72 %. Celui-ci devint ainsi maire-adjoint d'une ville qui compte 25 % d'immigrés. La liste unique d'opposition FN/RPR/UDF présentée au second tour fit l'effet d'une bombe dans le monde politique français. En effet, pour la première fois les formations de la droite parlementaire locale s'étaient alliées à un parti d'extrême-droite qui n'appartenait pas à ce que les Italiens appellent l'« Arc constitutionnel », lui conférant ainsi une honorabilité inespérée. Cette alliance créa un précédent et une tentation pour les responsables locaux dont on mesurera sans doute les conséquences lors d'élections prochaines. Sur le coup les réactions furent vives non seulement dans la majorité socialiste qui dénonça la montée du fascisme

en France, mais également au sein de l'opposition où Simone Veil avait lancé dès le départ un appel à l'abstention contre la liste unique de l'opposition.

A Aulnay-sous-Bois, fief des usines Renault, Guy Viarengo, nouveau venu dans la politique, réalisa 9,32 % des suffrages exprimés lors d'élections municipales partielles. Le FN ne fut pas en position, en raison de ce score, de participer au second tour mais il confirma la résurgence d'un courant nationaliste, populaire et néopoujadiste alors que ce courant était inexistant dans cette ville. Enfin, lors d'élections législatives partielles organisées dans la deuxième circonscription du Morbihan, J.M. Le Pen, l'enfant du pays, recueillit 12,02 % des suffrages exprimés (et 51 % des voix dans sa commune natale de la Trinité-sur-Mer) après une campagne axée principalement sur les dangers d'un afflux éventuel d'immigrés dans une région où ils sont traditionnellement peu nombreux.

Ces quelques élections permirent à J.M. Le Pen d'acquérir une légitimité démocratique et de revendiquer un temps d'antenne sur les ondes et sur les chaînes de télévision, ce dont il profita largement et habilement. C'est que le Front National doit beaucoup au talent d'organisateur de son leader. C'est lui, en effet, qui dota l'organisation d'une structure finalement assez semblable à celle des autres partis politiques : congrès qui élit un comité central de 40 membres, bureau politique de 12 membres élus par le comité central, fédérations et sections, une radio privée à Paris et un hebdomadaire National Hebdo dirigé par Michel Collinot, membre du Bureau politique. Dans toutes ces instances on trouve une majorité écrasante d'hommes qui ne distinguent finalement pas le FN des autres partis politiques français.

L'idéologie du Front National.

Quels sont maintenant les grands traits de la « philosophie » du FN. Les thèmes développés dans le programme du FN ou dans les discours de J.M. Le Pen ne sont pas nouveaux. La grande obsession, c'est « la décadence morale et spirituelle » de la France qui fait de la sécurité « le premier devoir de l'Etat ». La France est menacée à l'extérieur, comme l'Occident tout entier, par l'impérialisme soviétique. Mais elle l'est aussi de l'intérieur par la dénatalité, le recul des valeurs traditionnelles, l'insécurité grandissante dans les villes et les campagnes (la peine de mort doit être rétablie), la subversion (le « PCP aux ordres de Moscou infiltre tous les rouages de la vie nationale »), plus que tout par l'immigration incontrôlée en provenance du tiers-monde.

Ce thème de l'immigration est tout à fait central dans l'idéologie du FN. Dans les dix-huit pages de sa brochure-programme, on ne dénombre pas moins de nonante allusions aux immigrés. Certes, le ton y est volontairement modéré : le FN, peut-on y lire, n'est ni raciste ni xénophobe ; il exige simplement que les Français continuent à disposer chez eux de droits supérieurs à ceux dont jouissent les étrangers ; il exige l'arrêt définitif d'entrées nouvelles ; le rétablissement du visa ; la suppression de toutes les dispositions tendant à assurer une égalité juridique entre Français et immigrés ; enfin, le renvoi progressif des immigrés dans leur pays d'origine. Pour lutter contre la dénatalité en France, le FN propose la suppression des allocations familiales aux immigrés, l'instauration d'un véritable salaire maternel, une retraite pour la mère de famille et surtout l'abrogation de la loi Veil sur l'avortement.

Dans le domaine de la défense, la brochure-programme du FN rompt curieusement avec la politique gaullienne d'indépendance nationale : les armées françaises doivent réintégrer l'OTAN car elles sont hors d'état d'assumer leur mission, et de plus la force de frappe française ne peut garantir la sécurité d'un pays dont la population a un taux de protection de 0,1 %.

Le programme du FN est dénué de fondement scientifico-philosophique. Il recourt aux images plutôt qu'aux concepts, à l'affirmation plutôt qu'à l'analyse, mais dans l'ensemble il ne se différencie guère des programmes de la droite traditionnelle, sinon par l'accent mis sur les problèmes de l'immigration et par le caractère démagogique de ses propositions.

Le ton change singulièrement dans les discours électoraux ou autres que J.M. Le Pen et ses amis politiques tiennent aux quatre coins de la France. Alors resurgissent les vieux slogans qui foisonnaient au tournant du siècle sous la plume d'un Maurras, Barrès, Daudet ou d'un Drumont, dont le talent et la langue contrastaient avec la minceur des idées et la pauvreté des humeurs. Son langage, écrit fort justement Alfred Grosser, est « le langage ancien de la France antitoutiste, de la France de l'écoeurement antipolitique, du « y-a-qua » de l'autocompassion nationale, corporative et individuelle, et les peurs auxquelles il fait appel sont elles aussi traditionnelles » (14). Les dangers qui menacent la France sont, pour Le Pen, parfaitement identifiables : le communisme international, « le bouillonnement musulman biologique, spirituel et conquérant », le gouvernement socialo-communiste, la décadence (15). « La France aux Français », « les Français d'abord » s'exclame J.M. Le Pen et on comprend aussitôt « la France seule ». C'est d'ailleurs moins le

(14) Alfred GROSSER, « Vieux Le Pen et jeunes verts », in *Le Monde*, 20 juin 1984.

(15) *L'Express*, 27 janvier 1984.

propos qui compte que la connotation, le son moins que les harmoniques. Lorsqu'il parle des immigrés, tous ses supporters comprennent « métèques » ou « bougnoules » et le message ainsi codé passe très bien. Pendant sa campagne dans le Morbihan, en décembre 1983, il déclare sans ambages à ses auditeurs bretons : « Demain, si vous n'y prenez pas garde, ils (les immigrés) s'installeront chez vous, mangeront votre soupe et coucheront avec votre femme, votre fille ... ou votre fils » (16). Déjà sous le Président Pompidou, le leader du FN accusait la majorité de l'époque de « laisser envahir le pays par une immigration incontrôlée, menace aujourd'hui pour l'emploi, pour la sécurité, pour la santé des Français, demain pour l'indépendance de la France et pour sa défense nationale » (17). En quelques années, la menace a pris des proportions énormes. Les immigrés constituent une « sixième colonne » : « les six millions d'étrangers qui font d'ores et déjà peser sur notre pays et sur sa sécurité un danger mortel. Que vienne un mot d'ordre de l'étranger, que Kadhafi ou Khomeini déclenche contre notre pays la guerre sainte ... et les ghettos d'immigrés volontairement constitués se retournent contre nous » (18). Jean-Pierre Stirbois, secrétaire général du FN, met sur le compte de l'immigration les maux dont souffre la France : « L'immigration est responsable en grande partie de la progression de l'insécurité, de la délinquance et du chômage. Tous les jours, des agressions sont commises par des ressortissants de pays étrangers » (19).

Au parlement de Strasbourg, à l'occasion de la discussion d'un rapport sur la politique migratoire dans la Communauté Européenne en avril 1985, J.M. Le Chevallier, député FN, prophétise de grands malheurs pour l'Europe en ces termes : « Hier, l'immigration était, dans sa grande majorité européenne. Aujourd'hui elle est d'abord maghrébine, africaine et en provenance du sous-continent indien. Ces immigrés extra-européens de cultures, de religions, de traditions différentes ne pouvant ou ne voulant pas s'intégrer dans un espace européen construit sur d'autres valeurs représentent à terme un danger pour l'Europe si rien n'est entrepris pour remédier à cette situation. Des menaces de déstabilisation, de subversion, de noyautage dirigées par quelques pays musulmans extrémistes existent déjà et ne feront que s'accroître en cas de démission ou de faiblesse de notre part » (Parlement Européen, édition provisoire, 16.4.1985, p. 93). J.M. Le Pen se fait également défenseur de l'ordre moral et part en guerre contre l'homosexualité. Le 11 juin

(16) Cité par le *Nouvel Observateur*, 15-21 juin 1984, p. 38.

(17) *Ibid.*, p. 39.

(18) *Ibid.*, p. 39.

(19) *L'Express*, 27 janvier 1984, p. 42.

1984, sur Fréquence-Gay, il déclare : « Il faut sanctionner le prosélytisme homosexuel. En effet, le plus grand péril qui menace la Terre, c'est la dénatalité du monde occidental affrontée à la surnatalité du tiers-monde. L'homosexualité nous conduit, si elle se développe, à la fin du monde ». Germaine Burgaz, vice-présidente du FN et militante active de Laissez-les vivre attaque très violemment Simone Veil (la « tricoteuse » de Giscard) durant la campagne des élections européennes de 1984 et stigmatise ceux qui « ont voté la loi qui tue, sous les applaudissements hystériques de la gauche » et qui sont responsables de ces « 250.000 petits innocents (...) exterminés dans des centres hospitaliers transformés pour l'occasion en fours crématoires » (20). A Marseille et à Lyon, J.M. Le Pen se fait applaudir lorsqu'il parle de « l'Association des femmes maghrébines en rut, enfin en action, c'est la même chose ».

Avec un brin de gouaille, des formules meurtrières émaillées de métaphores sexuelles, le leader du FN capte l'attention de ses auditeurs, provoque les rires, et entraîne l'adhésion de ceux qui sont en quête de boucs émissaires. En flattant le « gras » bon sens français, en exploitant des malaises parfois réels, J.M. Le Pen fait, comme l'écrit Jean Daniel, « tomber les digues du refoulé, du non-dit, de l'interdit moral » (21). Et le discours du leader du FN ne conforte pas seulement ses partisans mais des centaines de milliers de Français appartenant à toutes les catégories sociales comme le démontre les résultats du scrutin européen du 17 juin 1984.

Les élections européennes du 17 juin 1984.

Trois événements significatifs ont marqué le scrutin européen. D'abord, un taux d'abstention record, 43,27 %, qui est le plus élevé de la V^e République et qui démontre le manque d'intérêt des Français pour le Parlement de Strasbourg. Ensuite, l'effondrement historique du PCP qui réalise avec ses 11,2 % son score le plus bas depuis 1928. Enfin, le succès du Front National qui après le coup de tonnerre de Dreux que nous évoquons plus haut, fait une percée spectaculaire sur la scène politique française. C'est ce dernier événement que nous tâcherons d'éclairer maintenant.

« Le seul véritable vainqueur des élections européennes en France est le Front National de Le Pen » pouvait-on lire sous la plume d'un éditorialiste de l'Express quelques jours après le scrutin du 17 juin 1984

(20) Cité par le *Nouvel Observateur*, 15-21 juin 1984, p. 39.

(21) Le *Nouvel Observateur*, 15-21 juin 1984, p. 36.

(22). En effet, alors qu'une semaine encore avant les élections, toutes les estimations créditaient le parti de J.M. Le Pen de 6 à 7,5 % des suffrages exprimés, ne voilà-t-il pas qu'il atteignait en chiffres réels 10,95 % et 2.210.334 voix. Avec ce résultat, le FN se voyait attribuer 10 sièges au Parlement européen de Strasbourg, soit autant que le PCF qui le distance de 50.000 voix à peine. Après le score de Dreux, le FN réussissait ainsi une nouvelle percée qui fit l'effet d'un coup de tonnerre dans le monde politique.

L'analyse des résultats met en lumière trois traits majeurs :

a) Le FN a fait ses meilleurs scores dans :

1. Les départements du Sud de la France avec des pointes à Marseille (21,42 %) et Perpignan (21,52 %) ; ces départements correspondent grosso modo à ceux où J.L. Tixier-Vignancour avait dépassé 10 % des suffrages à l'élection présidentielle de 1965 : Alpes-Maritimes, Bouches-du-Rhône, Hérault, Pyrénées-Orientales, Var, Vaucluse, Corse du Sud. Ce sont aussi les départements où l'implantation des rapatriés d'outre-mer et surtout d'Algérie a été la plus massive. Le vote d'extrême-droite, traditionnellement plus élevé qu'ailleurs, s'y est manifesté à nouveau depuis l'avènement de la gauche au pouvoir en 1981 mais renforcé cette fois par des électeurs venus de l'opposition voire même de la majorité actuelle.

2. Les zones urbaines et les grandes agglomérations où les problèmes socio-économiques sont les plus vivement ressentis (insécurité, immigration, chômage...). A Marseille, dans les VI^e et VIII^e arrondissements, le FN emporte 23,2 % des suffrages. Dans le célèbre quartier de la Cayolle, véritable ghetto pour immigrés, il recueille 26 %. A Strasbourg le vote Le Pen atteint 14,7 %. Dans les quartiers populaires de Neuhoff et Kronembourg à forte densité d'immigrés, il atteint parfois 26 %. A Montpellier, Le Pen obtient 19,6 % et plus dans le centre ville, peuplé de retraités. A Reims et à Saint-Etienne, anciennes municipalités dirigées par les communistes, le FN fait un meilleur résultat que le parti de Georges Marchais.

3. La région parisienne (Paris : 15,24 %, Val d'Oise : 14,97 %, Yvelines : 14,37 %, Hauts de Seine : 14,14 %, Seine et Marne : 14,62 %...); le FN fait ses plus beaux scores dans les quartiers les plus élégants de Paris (18,9 % dans le VIII^e arrondissement) et dans ceux plus populaires de l'Est parisien (16 % dans le XIX^e arrondissement) qui ont

(22) Yves CUAU, « L'Etat de disgrâce », in *L'Express*, 29 juin 1984, p. 29.

presque toujours, et encore en 1981, élu des députés de gauche. Cette percée du FN à Paris va de pair avec une éclipse presque totale du Parti communiste — prévisible d'ailleurs depuis son effritement dans la ceinture naguère « rouge » à l'occasion des législatives et surtout des municipales — qui passe de 9,16 % en 1981 à 6,15 % des voix pour l'ensemble de la capitale. En Seine-Saint-Denis (bastion communiste s'il en fut), le FN recueille 15,98 % des suffrages exprimés, et arrive même avant le PCF à Aulnay-sous-Bois, ville prise aux communistes lors des élections municipales.

Si les plus faibles résultats ont été obtenus dans les départements ruraux (Corrèze : 2,85 %, Cantal : 2,64 %, Creuse : 2,72 %...) où les immigrés sont peu nombreux et où l'influence chiraquienne reste parfois prépondérante, le FN obtient quelques beaux résultats dans l'Yonne (12,6 %), en Haute-Savoie (13,7 %), dans le Doubs (12,9 %) et dans l'Ain (12,5 %). Deux séries de départements échappent cependant au FN : ceux qui sont le plus ancrés à droite : la Vendée (6 %), la Lozère (6,6 %) ou la Mayenne (6,2 %); et ceux qui votent traditionnellement à gauche comme la Dordogne ou l'Ariège (6,8 %). En revanche, en Nouvelle-Calédonie, le FN arrive en seconde position avec 15,72 % des suffrages exprimés et 19,54 % à Nouméa, loin devant les listes de gauche, victimes du mot d'ordre de boycottage lancé par les partis indépendantistes.

b) Il existe incontestablement une certaine corrélation entre l'implantation des immigrés sur le territoire de la France et le vote en faveur du FN. Lors d'un sondage réalisé par l'Ifop à la sortie des urnes le 17 juin 1984, sur 100 personnes qui déclaraient avoir voté pour le Front National, 38 affirmaient l'avoir fait en raison de ses positions sur l'immigration, 19 à cause du chômage. Jérôme Jaffré, directeur de la SOFRES, a relevé que dans les départements dont le taux d'urbanisation dépasse les 60 %, le vote Le Pen varie de 11,1 % à 14,8 % selon le degré d'insécurité et de 10,2 % à 15,4 % selon la proportion d'immigrés. Si on isole les départements qui ont à la fois un fort taux d'immigrés et une forte insécurité, le vote Le Pen atteint une moyenne de 16,4 % (23).

c) Le vote Le Pen déborde très largement l'extrême-droite traditionnelle sur l'ensemble du territoire français. Sur 100 électeurs ayant donné leur voix au FN le 17 juin 1984, 25 déclaraient avoir voté au premier tour des présidentielles en 1981 pour Jacques Chirac, 16 pour Valéry

(23) « Le vote du 17 juin : un phénomène de société », in *Le Monde*, 13 février 1985.

Giscard d'Estaing, 10 pour Brice Lalonde (candidat écologiste), plus de 6 pour François Mitterand, enfin 2 pour Georges Marchais. Treize étaient syndiqués à FO, 4 à la FEN, 4 à la CGT et 3 à la CFTC (24). Ce sondage de l'Ifop déjà évoqué plus haut appelle quelques réserves. Car enfin, est-il dans l'habitude des électeurs de s'épancher à la sortie des urnes ? Et si oui, quelle est la part de dissimulation ou d'hypocrisie ? Le nombre anormalement élevé d'électeurs écologistes (dont beaucoup sont issus des partis de gauche) qui ont, selon ce sondage, porté leur voix sur le Front National pose problème, de même que l'absence parmi les électeurs syndiqués de ceux affiliés à la CGC (Confédération Générale des Cadres), pourtant très marquée à droite, et de ceux de la CFDT qui sont apparemment réfractaires à toute forme de xénophobie et de racisme.

Ce qui est indubitable, c'est que dans toute la France, de Thionville à Paris, et de Roubaix-Tourcoing à Montpellier, le FN réalise, le fait mérite d'être souligné, de beaux scores dans des quartiers populaires, anciens fiefs de la gauche où le nombre d'immigrés est élevé. Là encore il convient d'être prudent dans l'interprétation des chiffres. Beaucoup d'électeurs de gauche (socialistes mais surtout communistes) se sont manifestement réfugiés dans l'abstention tandis qu'une minorité choisissait de voter pour l'opposition (liste Veil) ou pour Le Pen. Ces derniers sont-ils d'anciens électeurs de gauche (en particulier communistes) ou des électeurs qui avaient voté socialiste ou communiste en 1981 par déception/exaspération et qui se sont portés cette fois, dans un scrutin sans risque, sur l'extrême-droite ? Le Pen a, sans doute, su capter une frange des uns et des autres, car si plus de la moitié de son électorat avait voté pour Valéry Giscard d'Estaing au second tour des présidentielles en 1981, près de 30 % avait choisi François Mitterand, selon les résultats d'un sondage publié dans *Le Monde* (Dossiers et documents, juin 1984, « Qui sont les électeurs des petites listes » p. 53). Un autre sondage réalisé par Bull-BVA à la sortie de l'isoloir le jour des élections européennes et publié dans *Libération* (19 juin 1984) donne des chiffres assez différents et sans doute plus proches de la réalité que les pourcentages précédents. En effet, ce dernier sondage montre que sur 100 électeurs qui ont voté Le Pen, 7 seulement avaient porté leur suffrage sur Mitterand le 10 mai 1981, alors que 14 choisissaient Valéry Giscard d'Estaing et que 15 s'étaient abstenus. Ces résultats semblent concorder avec le sondage post-électoral de la SOFRES (*Le Monde*, 30 juin 1984) selon lequel 40 % des électeurs de F. Mitterand du 10 mai

(24) « L'énigme Le Pen », in *Le Point*, 24 février 1985, p. 39.

1981 se seraient abstenus de prendre part au vote, contre 25 % seulement des électeurs de V. Giscard d'Estaing. Les distorsions entre les chiffres des sondages montrent, une fois de plus, qu'il convient d'être prudent dans l'utilisation de ces instruments. Une chose semble cependant acquise. La majorité des électeurs du FN sont d'anciens électeurs du RPR (qui n'est pas un parti « bourgeois » au sens classique mais un parti populiste qui prolonge le gaullisme) et, dans une moindre mesure, de l'UDF, venus renforcer l'électorat traditionnel de l'extrême-droite, auxquels s'ajoutent de nouveaux électeurs qui s'étaient abstenus le 10 mai 1981 ou qui votaient pour la première fois.

De manière générale, l'électorat du FN possède peu de caractéristiques sociologiques. Jean-Marie Le Pen recrute ses électeurs dans toutes les catégories d'âge et notamment chez les jeunes de 18-22 ans où son influence est plus grande que celle des communistes (11 % contre 9). Son résultat global (10,95 %) recouvre de faibles écarts selon le sexe (13 % d'hommes et 9 % de femmes), la situation professionnelle (14 % d'agriculteurs, 17 % d'industriels, commerçants, professions libérales, 14 % de cadres supérieurs et moyens, 12 % d'employés et 8 % d'ouvriers), et le niveau d'instruction (moyen et supérieur). Il est intéressant de relever que le nombre de chômeurs qui ont voté pour Le Pen est sensiblement le même que celui de ceux qui ont voté pour le Parti communiste (12 et 13 %), ce qui explique au moins partiellement le score du FN dans certaines régions ouvrières (Seine-Saint-Denis, Nord, Pas-de-Calais, etc.) où la situation économique a provoqué un taux de chômage important.

Il semble aussi que cet électorat soit assez différent de celui du Mouvement Poujade (UDCA) en 1956. Avec 11,6 % des suffrages exprimés, ce nouveau venu dans le jeu politique polarisait le mécontentement de couches sociales, petits commerçants et artisans menacés par la modernisation de l'économie française. Le FN est un phénomène plus étroitement politique qui ne s'embarrasse guère de conquête de Chambres de commerce ou de réformes des fiscalités pour les travailleurs indépendants. Les petits travailleurs indépendants, agriculteurs, artisans et commerçants qui formaient la base du poujadisme entre 1953 et 1956 sont depuis trente ans en perte de vitesse sociale, et il n'est pas confirmé que leurs enfants se soient ralliés plus volontiers à Le Pen qu'à Jacques Chirac. En revanche, l'immigration et l'insécurité semblent avoir poussé vers le FN des couches urbaines qui se situent à différents niveaux de la pyramide sociale et pour lesquelles la préoccupation essentielle n'est pas professionnelle, mais politico-sociologique. On peut même se demander au regard des résultats obtenus dans certaines circonscriptions qui votaient traditionnellement pour les partis de gauche, si le PCF n'a pas, par cer-

taines attitudes, préparé les esprits à recevoir la propagande, axée sur l'immigration et l'insécurité, du FN. En effet, face à ces problèmes, le PCF n'hésita pas à utiliser la manière forte présentée sous le mot-d'ordre de « dissuasion populaire démocratique » (l'expression est de Charles Fiterman) après l'échec de l'Union de la gauche en 1977-78. Ainsi, il organise un référendum local contre l'implantation d'un foyer d'immigrés à Levallois au printemps 1979. En 1980, la ville d'Ivry établit des quotas d'immigrés pour ses colonies de vacances et réclame la création de « classes d'étrangers ». A Aulnay-sous-Bois, Montfermeil, Nanterre, des quotas sont institués pour l'attribution de logements aux immigrés, Français des DOM-TOM inclus. En février 1981, à Saint-Denis, Georges Marchais en personne fait, sans l'y réduire, le rapport entre l'immigration et l'insécurité : « Nous ne voulons pas de nouveaux Harlem ou de nouveaux Soweto dans la banlieue parisienne ». Il y a plus grave. Le 23 décembre 1980, les communistes de Vitry manifestent, bulldozer en tête, contre l'installation de trois cents Maliens dans un foyer dont ils coupent l'eau, le gaz et l'électricité. Quelques mois plus tard, en février 1981, à Montigny-les-Corneilles, c'est contre une famille marocaine dont les enfants sont accusés de trafic de drogue par des voisins, algériens, que les communistes manifestent. Les mesures prises et les incidents évoqués montrent combien le PCF et sa clientèle sont perméables à la xénophobie montante. Est-ce alors par hasard si le FN fait de bons scores dans des circonscriptions longtemps considérées comme des fiefs communistes ?

Le succès de la liste du Front National a été très largement commenté en France et à l'étranger. Les causes de cette poussée de l'extrême-droite sont nombreuses et diversifiées. Selon les commentateurs (les réflexions émises varient d'après les sentiments personnels de ces derniers), le succès du Front National tient :

- Au glissement à droite de l'ensemble de l'électorat français depuis les élections cantonales de 1982 où la droite dépassait la gauche avec 49,9 % contre 48,1 %.
- A l'« extrémisation » de l'ensemble de l'opposition dont les signes s'étaient manifestés dans les mois qui ont précédé l'élection européenne. Aux yeux de beaucoup d'électeurs, le FN est apparu comme une opposition maximale au pouvoir de gauche, comme une espèce de chiraquisme pur et dur, de sorte qu'ils préférèrent porter leur voix sur le FN plutôt que sur la liste unique de l'opposition (RPR/UDF) conduite par la modérée Simone Veil. Lors du précédent scrutin européen, les deux listes RPR et UDF étaient concurrentes, ce qui permit une certaine surenchère.

- A la modération relative du discours de l'extrême-droite, et de J.M. Le Pen en particulier. Pendant toute la durée de la campagne électorale, le FN a agi comme une droite extrême d'opinion et non pas comme une droite extrême de comportement. Les militants du FN n'ont pratiquement jamais perturbé les réunions de leurs adversaires.
- A l'exaspération de nombreux Français devant les problèmes du chômage, de l'insécurité dans les grandes villes, de l'immigration, qui nourrissent les frustrations, les ressentiments et les haines.
- Au populisme anti-système du FN qui attire le vote protestataire et l'utopie. Avant 1981, la gauche était porteuse de toutes les utopies. L'exercice du pouvoir l'a privée de cette commodité, lourde au demeurant de désillusions, et le vote protestataire n'a d'autre refuge que le « droitisme » et à un moindre degré l'écologisme.

Quoi qu'il en soit, une chose semble acquise, les progrès de la xénophobie ont largement profité au FN. Dans un sondage IFOP/Le Point sur les Français et le racisme publié en mai 1985 (25), il apparaît très clairement que la xénophobie, et sa forme extrême le racisme, progresse dans les milieux populaires, surtout dans ceux qui sont en situation de concurrence avec les immigrés. C'est le phénomène bien connu des « poor whites » aux Etats-Unis ou des petits « pieds-noirs » en Algérie, dont les réactions étaient d'autant plus violentes qu'il y avait quasi identité de situation sociale entre les groupes, le mépris affiché à l'endroit de l'Autre (Noirs, Arabes) leur donnant la conscience d'exister socialement.

L'analyse du sondage par âge, profession, préférence politique éclaire d'ailleurs les choix des électeurs du FN. Ainsi, si l'antipathie à l'égard des Juifs est en général peu marquée chez les électeurs de l'UDF, du RPR et du PS (de 5,2 à 5,6 %), elle est, en revanche, très avouée chez les électeurs du FN (24,5 %) bien que ce parti se défende d'être antisémite. Mais c'est l'antipathie à l'égard des Arabes qui est surtout marquée chez les ouvriers, les retraités, et d'une façon générale chez les plus de 50 ans. Elle est avouée par 67,2 % des électeurs du FN, 26,5 % du RPR, 23,1 % de l'UDF, 16,8 % du PS et 16,1 % du PCF (26). Il ne fait guère de doute que la majorité des électeurs qui se sont tournés vers le FN partagent ces sentiments. C'est parmi les zélés de la droite, les nationalistes enragés, les contremaîtres excédés par le

(25) *Le Point*, Les Français et le racisme, 5 mai 1985, pp. 46-47.

(26) *Ibid.*, p. 47.

militantisme syndical, les retraités apeurés, les insomniaques des HLM, les partisans de Mgr Lefebvre, les racistes et les antisémites de toujours, les poujadistes anciens et nouveaux, les rapatriés et ceux qui ont peur de subir leur sort, les obsédés de l'anticommunisme... que le FN a trouvé le ballon d'oxygène qui lui a permis d'atteindre près de 11 % des suffrages exprimés. Il va sans dire que ces électeurs parfois nombreux dans certaines circonscriptions ne partagent pas toutes les opinions défendues par le FN et que sont mêlés de manière inextricable les questions de sécurité au sens large, la méfiance ou la haine à l'endroit des immigrés, la présence des communistes au gouvernement, et l'hostilité envers Simone Veil.

On peut, d'autre part, se demander si le FN n'exerce pas aujourd'hui ce que Georges Lavau a appelé une fonction « tribunitienne ». Certes, le FN n'apparaît pas encore comme le tribun de certaines catégories sociales spécifiques, son électorat est trop divers et trop hétérogène pour cela. Mais d'ores et déjà il fait figure de parti de la « défense » des mécontents. Cette fonction « tribunitienne » caractérisait le mieux jusqu'à présent la place tenue par le PCF dans le système politique français. Celui-ci s'est effondré électoralement et ne surpasse le FN que de 50.000 voix (11,20 % contre 10,95 % au FN), de sorte que le vote protestataire s'est progressivement porté vers ce dernier dans un contexte de désenchantement général et de glissement à droite d'une fraction importante du corps électoral. Si le FN devait élargir son audience et confirmer ainsi son maintien dans le jeu politique, c'est tout le système politique français qui risque d'être bouleversé, car les partis de la droite modérée pourront difficilement éviter à la longue de s'allier à lui sinon en s'engageant dans une surenchère électorale pour tenter de contenir ses poussées. L'introduction de la représentation proportionnelle pour le scrutin législatif de mars 1986 favorisera, de l'avis de tous les observateurs, le Front National de J.M. Le Pen qui a annoncé avec ostentation l'élection de 80 à 100 députés pour sa formation (27). L'optimisme de J.M. Le Pen est fortement exagéré.

Les résultats du premier tour des élections cantonales de mars 1985 montrent que le FN n'a fait aucun progrès spectaculaire depuis juin 1984 et qu'il est même légèrement en régression là où il avait obtenu ses meilleurs résultats. Ainsi, dans les départements méridionaux du Var, des Bouches-du-Rhône et des Alpes Maritimes où le FN recueille respectivement 20,24 %, 19,46 % et 17,32 % des suffrages exprimés, il perd en moyenne plus de 2 % des voix par rapport aux européennes de 1984.

(27) Déclaration de J.M. Le Pen à Lyon le dimanche 6 janvier 1985, in *Le Monde*, 8 janvier 1985.

Dans la Seine-Saint-Denis, par contre, il gagne 1,31 % par rapport à 1984. Ici encore, la prudence s'impose. En chiffres absolus, le FN obtient lors du premier tour des cantonales 8,69 % des suffrages exprimés, soit 998.132 voix avec des candidats dans 3 cantons sur 4, mais le nombre de votes exprimés est largement inférieur à celui de 1984 (11.473.755 contre 20.180.934) ainsi que le taux d'abstention (34,05 % contre 43,27 %), ce qui semble, en effet, démontrer une régression partielle du vote FN qui se traduit au second tour par l'élection d'un seul conseiller à Marseille II, Jean Roussel, apparenté au FN.

Cela dit, les résultats obtenus au premier tour des cantonales montrent un enracinement relatif basé sur les mêmes constantes géographiques et socio-culturelles qu'en juin 1984, de sorte qu'il est fort probable que l'extrême-droite va s'ancrer dans le paysage politique de la France de cette fin du XX^e siècle. Deviendra-t-elle une force politique de première grandeur ? Rien n'est moins sûr. Pour récupérer les électeurs qui ont voté pour le FN, les leaders de la droite modérée (mais aussi certains leaders de l'actuelle majorité) se démarquent, certes, de J.M. Le Pen, mais durcissent singulièrement le ton sur l'immigration et l'insécurité, prenant ainsi le risque de focaliser le débat politique sur de difficiles problèmes de société qui induisent, par une sorte de pente naturelle, des réactions passionnelles, donc excessives. L'extrême-droite, voire le fascisme, n'est pas aux portes du pouvoir en France. Ce n'est pas en s'appropriant son discours qu'on la rejettera dans les marges de la démocratie.

Summary : The relative success of J.M. Le Pen and the National Front in France.

Since its success in the European elections of the 17th June 84, the National Front of J.M. Le Pen represents today the extreme right which had disappeared as a political force, if not as a way of thinking in France. With 10,95 % of the votes cast, the National Front becomes a political force which must be taken into account, especially when by-elections take place. This ultra-nationalist and populist party focuses the political debate almost exclusively on insecurity and immigration problems but also develops the traditional themes of the extreme right (France's moral and spiritual decline, the struggle against communist subversion...). The National Front's electorate has poor sociological characteristics and largely overlaps the traditional extreme-right. The disenchantment of a part of the electorate of the left, the drifting to the right of an important fraction of the electorate, the rising of xenophobia and racism are the principal causes for the relative success of J.M. Le Pen.